

Unité interdépartementale des deux Savoie  
Cellule territoriale

Annecy, le 30 octobre 2025

3 rue Paul Guiton  
74000 - ANNECY

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15 octobre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AMPHENOL SOCAPEX**

CENTRE DE THYEZ

BP 29

74300 Thyez

Références : 20251015-RAP-InspectionAmphenolSocapexTravauxPointsChauds\_Georisques-VF  
Code AIOT : 0006104737

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 octobre 2025 dans l'établissement AMPHENOL SOCAPEX implanté 948 Promenade de l'Arve à 74300 Thyez. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les travaux et plus particulièrement les travaux par points chauds peuvent être responsables d'un événement conduisant à un départ de feu voire à une explosion au sein d'un établissement industriel.

Les travaux par points chauds impliquent l'usage d'une flamme ou bien sont susceptibles de provoquer des étincelles ou de générer des surfaces chaudes (soudage, meulage, découpage...). Ils peuvent être réalisés par du personnel interne à l'établissement, ou bien être menés par des entreprises extérieures.

Dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion, ces travaux doivent être nécessairement encadrés en amont, pendant leur réalisation, et après lors du redémarrage de l'activité. A ce titre, l'exploitant est tenu de se conformer à certaines obligations en vertu de la réglementation applicable.

La visite d'inspection effectuée a porté notamment sur cette thématique, et s'est inscrite dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées.

Elle s'est appuyée sur l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, qui s'applique à l'établissement de la société AMPHENOL SOCAPEX situé 948 Promenade de l'Arve à Thyez.

La visite d'inspection effectuée a porté également sur une autre thématique, relative à la prévention de la pollution atmosphérique en lien avec l'activité de traitement de surface pratiquée sur le site. Cette autre thématique fait l'objet d'un rapport d'inspection distinct.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMPHENOL SOCAPEX
- 948 Promenade de l'Arve 74300 Thyez
- Code AIOT : 0006104737
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMPHENOL SOCAPEX est spécialisée dans la fabrication de connecteurs destinés aux secteurs militaire, aéronautique ou industriel. Elle emploie actuellement 350 personnes selon les informations recueillies.

Son établissement situé 948 Promenade de l'Arve à Thyez accueille diverses activités organisées par ateliers, et principalement de l'usinage, du décolletage, du moulage par injection de matières plastiques, du traitement de surface et de l'assemblage.

Sur le plan de la situation administrative, le site est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 9 mai 1984, modifié et complété dernièrement le 16 mai 2022.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Travaux et points chauds

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque - Locaux à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois
7	Travaux - Permis de feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	15 jours
10	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Travaux - Permis de feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008	Sans objet
8	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
9	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'exploitant devra compléter sous un délai d'un mois le recensement des zones à risques et leur plan de localisation, qu'il a intégrés dans son document intitulé « Plan d'urgence R.O.S.I.E », afin de les mettre en cohérence avec l'inventaire des zones à risques d'explosion qu'il a établi en parallèle (comprenant leurs catégorisations 0, 1 ou 2 ainsi que leurs cotations en termes de niveau de risque), dans la mesure où cet inventaire a fait état de zones qui n'y sont pas mentionnées.

Les principales zones concernées sont précisées à la fiche de constat n°1 du présent rapport.

- Comme il l'a proposé au cours de la visite d'inspection, l'exploitant veillera sous un délai d'un mois à extraire de son document intitulé « Plan d'urgence R.O.S.I.E » le recensement des zones à risques et leur plan de localisation, après les avoir complétés comme mentionné ci-dessus, de façon à pouvoir les mettre aisément à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées en cas de demande de leur part.

- L'exploitant devra également sous un délai d'un mois, au moyen de pictogrammes par exemple :

- . matérialiser les zones à risques d'incendie ou d'explosion qu'il a identifiées au sein de l'établissement, pour celles qui ne le sont pas déjà comme la chaufferie au gaz du site dans laquelle un risque d'explosion a été recensé (zone de catégorie 2),

- . afficher les consignes à observer au droit des zones à risques d'incendie ou d'explosion qui en sont actuellement dépourvues. Sont concernés en particulier le stockage de produits inflammables, présent dans le magasin de l'atelier de traitement de surface de l'établissement, l'un des deux petits dépôts de bouteilles d'acétylène, et la chaufferie au gaz du site, contrôlés au cours de la visite d'inspection.

Ces consignes devront spécifier notamment l'interdiction de fumer, l'interdiction d'apporter une source de flamme, l'obligation d'un permis de feu en cas de travaux par points chauds, et toute autre mention que l'exploitant jugera nécessaire en définitive d'y apposer,

- . compléter les consignes à observer déjà affichées, telles qu'au droit du stockage extérieur de produits inflammables, de façon qu'y soient au moins indiquées les mentions précitées.

- L'exploitant devra aussi compléter, sous un délai d'un mois, les consignes écrites et affichées au droit des secteurs « DECOLLETAGE - LAVAGE - EBAVURAGE - ESSORAGE » et « MOULAGE » contrôlés par sondage au cours de la visite d'inspection, afin d'y mentionner l'obligation d'un permis de feu pour tous travaux générant des points chauds dans la mesure où il a recensé des zones à risques d'incendie ou d'explosion dans ces secteurs.

Dans le même sens, il devra compléter sous le même délai les consignes de sécurité affichées au droit de l'ensemble des secteurs contrôlés par sondage au cours de la visite d'inspection, à savoir les secteurs « MAINTENANCE INFRASTRUCTURES », « MAINTENANCE MACHINE », « DECOLLETAGE - LAVAGE - EBAVURAGE - ESSORAGE » et « MOULAGE », qui comportent en l'occurrence des zones à risques d'incendie ou d'explosion, afin d'y mentionner l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque sauf en cas de permis de feu.

Il s'assurera sous le même délai que les consignes écrites et affichées dans les autres secteurs d'activité, présentant des zones à risques d'incendie ou d'explosion, comportent bien les mêmes mentions que celles citées aux deux paragraphes précédents et les complètera également en ce sens si besoin.

- Dorénavant, l'exploitant devra préciser sur chaque permis de feu délivré à une entreprise extérieure, la nature et la localisation des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition des opérateurs de cette dernière dès lors que ceux-ci seront chargés de les mettre en œuvre en cas de nécessité, afin de leur permettre de réagir rapidement et de façon appropriée dans l'éventualité d'un départ d'incendie durant les travaux réalisés, sauf si le plan de prévention établi en parallèle comporte déjà ces éléments d'information.

- De plus, il s'assurera à l'avenir que les opérateurs des entreprises extérieures ont bien été formés à la manipulation des moyens de lutte contre l'incendie dont en particulier les extincteurs, dès lors qu'ils seront chargés de les mettre en œuvre en cas de nécessité durant les travaux effectués.

Dans cette optique, il pourra utilement compléter, dans le modèle de plan de prévention qu'il a élaboré, la liste prédéfinie de documents à remettre le cas échéant à titre de justificatifs par l'entreprise extérieure intervenante (justificatifs d'habilitation notamment).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Identification des zones à risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Locaux à risque
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.  Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent
<b>Constats :</b>  - L'exploitant a rédigé un document intitulé « Plan d'urgence R.O.S.I.E », mis à jour le 4 octobre 2024, portant sur l'organisation de la sécurité, de la sécurité incendie et de l'évacuation au sein de l'établissement.  Ledit document contient diverses procédures et consignes en lien avec cette thématique, parmi lesquelles l'interdiction de fumer, l'interdiction de générer des sources potentielles de risque d'incendie (travaux de soudure, de meulage,...) sans l'utilisation d'un permis de feu, le comportement à tenir en cas d'incendie, ainsi que les modalités d'évacuation et d'alerte des services de secours.  Il comporte également un recensement des zones à risques dont les zones à risques d'incendie ou d'explosion, localisées sur un plan de l'établissement, avec une description des mesures préventives à mettre en œuvre pour prévenir ces risques.  Toutefois, l'exploitant a procédé en parallèle à un inventaire des zones à risques d'explosion, avec leurs catégorisations (zones de catégorie 0, 1 ou 2) et leurs cotations en termes de niveau de risque, dont plusieurs d'entre elles n'ont pas été reprises dans le recensement susmentionné ni sur le plan de l'établissement localisant les risques.  Il en est ainsi notamment de la charge de batteries dans divers secteurs comme ceux du décolletage et du moulage, des machines à laver exploitées au solvant, de deux petits dépôts de bouteilles d'acétylène (non mentionnés uniquement sur le plan de localisation des risques), d'équipements pouvant contenir des poussières dans le secteur du moulage, et de la chaufferie au gaz du site. ==> 1

Par ailleurs, il s'avère que l'exploitant pourrait rencontrer des difficultés s'il devait mettre à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées, en cas de demande de leur part, le recensement des zones à risques effectué et leur plan de localisation dans la mesure où ces éléments font partie intégrante du document plus global précité. ==> 2

- La matérialisation des zones à risques d'incendie ou d'explosion a été contrôlée par sondage au cours de la visite d'inspection, en ciblant plus particulièrement les principaux stockages de produits inflammables, présents respectivement dans le magasin de l'atelier de traitement de surface de l'établissement et à l'extérieur des bâtiments, les deux petits dépôts de bouteilles d'acétylène, et la chaufferie au gaz du site.

La nature du risque y est bien affichée sous la forme d'un pictogramme, à l'exception de la chaufferie au gaz dans laquelle un risque d'explosion a été identifié par l'exploitant (zone de catégorie 2).

Des consignes à observer sont aussi affichées au droit de certaines des zones contrôlées, sous la forme d'autres pictogrammes, à savoir :

- . l'interdiction d'utiliser un téléphone portable et de fumer au droit du stockage extérieur de produits inflammables, consignes qu'il y a lieu néanmoins de compléter,
- . l'interdiction de fumer et d'apporter une source de flamme au droit d'un des deux petits dépôts de bouteilles d'acétylène.

Il a été constaté en revanche qu'aucune consigne à observer n'est affichée au droit du stockage de produits inflammables, présent dans le magasin de l'atelier de traitement de surface de l'établissement, ni au droit de l'autre petit dépôt de bouteilles d'acétylène, ni au droit de la chaufferie au gaz du site. ==> 3

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

==> 1 : L'exploitant devra compléter sous un délai d'un mois le recensement des zones à risques et leur plan de localisation, qu'il a intégrés dans son document intitulé « Plan d'urgence R.O.S.I.E », afin de les mettre en cohérence avec l'inventaire des zones à risques d'explosion qu'il a établi en parallèle (comprenant leurs catégorisations 0, 1 ou 2 ainsi que leurs cotations en termes de niveau de risque), dans la mesure où cet inventaire a fait état de zones qui n'y sont pas mentionnées.

==> 2 : Comme il l'a proposé au cours de la visite d'inspection, l'exploitant veillera sous un délai d'un mois à extraire de son document intitulé « Plan d'urgence R.O.S.I.E » le recensement des zones à risques et leur plan de localisation, après les avoir complétés comme mentionné ci-dessus, de façon à pouvoir les mettre aisément à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées en cas de demande de leur part.

==> 3 : L'exploitant devra également sous un délai d'un mois, au moyen de pictogrammes par exemple :

- . matérialiser les zones à risques d'incendie ou d'explosion qu'il a identifiées au sein de l'établissement, pour celles qui ne le sont pas déjà comme la chaufferie au gaz du site dans laquelle un risque d'explosion a été recensé (zone de catégorie 2),



. afficher les consignes à observer au droit des zones à risques d'incendie ou d'explosion qui en sont actuellement dépourvues. Sont concernés en particulier le stockage de produits inflammables, présent dans le magasin de l'atelier de traitement de surface de l'établissement, l'un des deux petits dépôts de bouteilles d'acétylène, et la chaufferie au gaz du site, contrôlés au cours de la visite d'inspection.

Ces consignes devront spécifier notamment l'interdiction de fumer, l'interdiction d'apporter une source de flamme, l'obligation d'un permis de feu en cas de travaux par points chauds, et toute autre mention que l'exploitant jugera nécessaire en définitive d'y apposer,

. compléter les consignes à observer déjà affichées, telles qu'au droit du stockage extérieur de produits inflammables, de façon qu'y soient au moins indiquées les mentions précitées.

**Type de suites proposées :** ==> 1, 2 et 3 : Avec suites

**Proposition de suites :** ==> 1, 2 et 3 : Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** ==> 1, 2 et 3 : 1 mois

## N° 2 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. [...]  Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...] - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
<b>Constats :</b>  Des consignes en lien avec les activités de l'établissement ont été affichées en divers lieux de passage du personnel, et plus particulièrement au droit de chaque secteur d'activité selon les informations recueillies.  Au droit des secteurs « MAINTENANCE INFRASTRUCTURES » et « MAINTENANCE MACHINE », contrôlés par sondage au cours de la visite d'inspection, les consignes affichées mentionnent que pour les travaux générant des points chauds (disquage, soudure, meulage,...), un permis de feu doit être délivré par le service sécurité à la journée.  Il n'en est pas de même toutefois des consignes affichées au droit des autres secteurs contrôlés, à savoir les secteurs « DECOLLETAGE - LAVAGE - EBAVURAGE - ESSORAGE » et « MOULAGE », alors que des zones à risques d'incendie ou d'explosion y ont été pourtant recensées comme exposé plus haut à la fiche de constat n°1.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra compléter, sous un délai d'un mois, les consignes écrites et affichées au droit des secteurs « DECOLLETAGE - LAVAGE - EBAVURAGE - ESSORAGE » et « MOULAGE » contrôlés par sondage au cours de la visite d'inspection, afin d'y mentionner l'obligation d'un permis de feu pour tous travaux générant des points chauds dans la mesure où il a recensé des zones à risques d'incendie ou d'explosion dans ces secteurs.  Il s'assurera sous le même délai que les consignes écrites et affichées dans les autres secteurs d'activité, présentant des zones à risques d'incendie ou d'explosion, comportent bien la même mention et les complètera également en ce sens si besoin.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Interdiction de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :  - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; [...]
<b>Constats :</b>  Des consignes de sécurité ont été affichées sur les lieux de passage du personnel, et plus particulièrement au droit de chaque secteur d'activité de l'établissement selon les informations recueillies.  Il a été constaté qu'au droit de l'ensemble des secteurs contrôlés par sondage au cours de la visite d'inspection, à savoir les secteurs « MAINTENANCE INFRASTRUCTURES », « MAINTENANCE MACHINE », « DECOLLETAGE - LAVAGE - EBAVURAGE - ESSORAGE » et « MOULAGE », qui comportent en l'occurrence des zones à risques d'incendie ou d'explosion, aucune des consignes de sécurité affichées ne mentionne l'interdiction d'y apporter du feu sous une forme quelconque sauf en cas de permis de feu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra compléter, sous un délai d'un mois, les consignes de sécurité affichées au droit des secteurs « MAINTENANCE INFRASTRUCTURES », « MAINTENANCE MACHINE », « DECOLLETAGE - LAVAGE - EBAVURAGE - ESSORAGE » et « MOULAGE » contrôlés par sondage au cours de la visite d'inspection, afin d'y mentionner l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque sauf en cas de permis de feu.  Il s'assurera sous le même délai que les consignes de sécurité affichées dans les autres secteurs d'activité, présentant des zones à risques d'incendie ou d'explosion, comportent bien la même mention et les complètera également en ce sens si besoin.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :  <ul style="list-style-type: none"><li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li><li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li></ul> [...]  Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait savoir que :  <ul style="list-style-type: none"><li>- un plan de prévention est systématiquement établi lorsqu'une entreprise extérieure procède à des travaux au sein de l'établissement,</li><li>- ce plan de prévention est complété par un permis de feu dès lors que les travaux à effectuer impliquent l'usage d'une flamme ou bien sont susceptibles de provoquer des étincelles (soudage, meulage, découpage,...),</li><li>- un permis de feu est aussi systématiquement établi pour des travaux de même nature réalisés en interne.</li></ul> Certains de ces documents ont été présentés au cours de la visite d'inspection. Il conviendra de se reporter aux fiches de constat n°6 à n°9 ci-après pour les détails s'y rapportant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Plan de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Obligation plan de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...]  4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.  [...]
<b>Constats :</b>  L'établissement n'a pas fait l'objet d'un plan d'opération interne, n'y étant pas réglementairement soumis.  Néanmoins, et comme indiqué à la fiche de constat précédente, l'exploitant a fait savoir qu'un plan de prévention est systématiquement établi lorsqu'une entreprise extérieure procède à des travaux au sein de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Dispositions du plan de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 07/03/2008
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Contenu du plan de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R4512-8 du Code du travail  Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :  <ol style="list-style-type: none"><li>1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li><li>2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li><li>3. Les instructions à donner aux travailleurs ;</li><li>4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;</li><li>5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.</li></ol>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté plusieurs plans de prévention au cours de la visite d'inspection.  Le dernier plan de prévention pour des travaux par points chauds par une entreprise extérieure a été examiné, associé à un permis de feu délivré le 16 septembre 2024.  Il a été complété à partir d'un modèle pré-établi par l'exploitant et signé par les différentes parties prenantes. Il a fait état plus particulièrement des éléments suivants :  <ul style="list-style-type: none"><li>- les règles et consignes générales relatives à la sécurité et à l'environnement à appliquer sur le site, avec une description des conditions d'accès et de circulation d'une part, et des bonnes pratiques pour préserver l'environnement et maintenir la sécurité d'autre part,</li><li>- les noms, fonctions ou qualifications, et coordonnées téléphoniques des différentes parties prenantes, à savoir de la société AMPHENOL SOCAPEX en tant qu'entreprise utilisatrice, de l'entreprise extérieure, et des sous-traitants le cas échéant (non prévus en l'espèce),</li><li>- la nature et la localisation des travaux à effectuer par l'entreprise extérieure, ainsi que par les sous-traitants le cas échéant (non prévus en l'espèce),</li><li>- une liste des installations, matériels et équipements à utiliser, et à la charge de qui entre la société AMPHENOL SOCAPEX en tant qu'entreprise utilisatrice, l'entreprise extérieure, et les sous-traitants le cas échéant (non prévus en l'espèce),</li><li>- une analyse des risques pour la sécurité et l'environnement (nature des risques et phases dangereuses associées), avant, pendant et après les travaux, complétée par une description des mesures de prévention et des consignes décidées suite à cette analyse des</li></ul>

risques lors de l'inspection commune des parties prenantes et avant le début des travaux, et dont la mise en œuvre a relevé soit de la société AMPHENOL SOCAPEX en tant qu'entreprise utilisatrice, soit de l'entreprise extérieure, soit des sous-traitants le cas échéant (non prévus en l'espèce).

Concernant le risque d'incendie ou d'explosion, les phases dangereuses ont été définies comme étant les travaux par points chauds ainsi que le chargement des engins (nacelle,...) et matériels électriques, avec comme mesures de prévention et consignes : le permis feu obligatoire (rédigé par le service sécurité de la société AMPHENOL SOCAPEX et valable seulement à la journée), le respect des interdictions et des lieux de stockage, l'interdiction de toute source d'inflammation, l'obligation de prévoir les moyens d'extinction en fonction des besoins, le chargement des batteries en présence si possible de personnel et en zone ventilée avec un extincteur à proximité,

- la gestion des déchets ainsi que des éventuels rejets générés (non concernés en l'espèce), et à la charge de qui,

- les consignes à appliquer en cas d'accident, d'incendie ou d'évacuation,

- les documents à remettre à titre de justificatifs par l'entreprise extérieure sur la base d'une liste prédéfinie, dont certains justificatifs d'habilitation.

L'examen de ce plan de prévention n'a pas soulevé, d'un point de vue général, d'observation particulière de la part de l'inspection des installations classées considérant qu'un permis de feu est systématiquement délivré pour des travaux par points chauds en complément du plan de prévention (voir la fiche de constat suivante à ce sujet).

Il conviendra néanmoins de se reporter à la fiche de constat n°10 ci-après, où une observation émise pourra conduire l'exploitant à éventuellement modifier son modèle de plan de prévention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Permis de feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>[...]</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Plusieurs exemplaires de permis de feu ont été présentés par l'exploitant au cours de la visite d'inspection, sur demande et par sondage de l'inspection des installations classées. Ces permis de feu ont été délivrés sur la base d'un document pré-établi et fourni par un assureur de l'entreprise (société FM Global).</p> <p>Le dernier permis de feu délivré à une entreprise extérieure a été établi le 16 septembre 2024, pour des travaux par disquage.</p> <p>Les deux derniers permis de feu délivrés, pour des travaux réalisés en interne, ont été établis le 7 août 2025 et le 17 septembre 2025. Il s'est agi de travaux respectivement par disquage dans une fosse et par disquage sur une armoire électrique.</p> <p>Ces trois permis de feu ont été renseignés en faisant notamment état des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature et le lieu des travaux à effectuer,</li> <li>- le nom de la personne réalisant les travaux et le nom de la personne en assurant la surveillance, avec apposition de leurs signatures,</li> <li>- les date et heure d'expiration, limitées à une journée de travail,</li> <li>- les dangers engendrés et les précautions à prendre en particulier dans un rayon de 10 mètres, dont la protection des constructions ou matériaux combustibles par rideau, bâche ou tapis de protection « soudure », l'absence de liquides susceptibles de brûler, de poussières/fibres et de dépôts combustibles, l'évacuation des matériaux combustibles, et l'instauration d'une surveillance complémentaire,</li> <li>- la présence d'extincteurs opérationnels et prêts à être utilisés,</li> <li>- le bon état du matériel nécessaire à la réalisation des travaux. A cet égard, l'exploitant a précisé que les équipements mis à disposition font l'objet de contrôles réguliers, en particulier les extincteurs qui sont vérifiés annuellement par un prestataire extérieur (société EUROFEU basée à 38140 - Saint Blaise du Buis). D'après une facture présentée, les extincteurs au nombre de 146 sur le site ont été vérifiés dernièrement le 3 décembre 2024.</li> </ul>



Un autre permis de feu plus ancien a été également présenté, remontant au 21 septembre 2023 et délivré à une entreprise extérieure pour des travaux sur des équipements fermés, des canalisations ou des gaines (équipements de gaz). Compte tenu de la nature des travaux effectués, ce permis de feu a aussi fait état en complément des mesures de précaution suivantes :

- équipements isolés et mis hors service,
- absence de liquides pouvant brûler et équipements purgés de tout gaz ou vapeur inflammable,
- absence de poussières et autres matériaux combustibles.

L'examen de ces permis de feu n'a pas soulevé de remarque de la part de l'inspection des installations classées, s'agissant de ceux délivrés pour des travaux effectués en interne. Il a été considéré en particulier que les intervenants ont été formés et ont une connaissance des moyens de lutte contre l'incendie disponibles et de leur localisation sur le site (voir à ce sujet la fiche de constat n°10 ci-après).

En revanche, concernant les permis de feu délivrés à des entreprises extérieures, il apparaît que ceux-ci n'ont pas précisé les moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition ainsi que leur localisation, comme attendu. ==> 1

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

==> 1 : Dorénavant, l'exploitant devra préciser sur chaque permis de feu délivré à une entreprise extérieure, la nature et la localisation des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition des opérateurs de cette dernière dès lors que ceux-ci seront chargés de les mettre en œuvre en cas de nécessité, afin de leur permettre de réagir rapidement et de façon appropriée dans l'éventualité d'un départ d'incendie durant les travaux réalisés, sauf si le plan de prévention établi en parallèle comporte déjà ces éléments d'information.

**Type de suites proposées :** ==> 1 : Avec suites

**Proposition de suites :** ==> 1 : Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** ==> 1 : 15 jours

## N° 8 : Travaux et sous traitance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que les plans de prévention, établis systématiquement lorsque des entreprises extérieures procèdent à des travaux au sein de l'établissement, prennent en compte l'intervention éventuelle de sous-traitants (voir la fiche de constat n°6 ci-dessus à ce sujet).  Parmi les plans de prévention présentés, aucun d'eux n'a fait état d'une sous-traitance mais de façon justifiée d'après les explications apportées par l'exploitant (absence d'intervention de sous-traitant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Surveillance fin de travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Fin de travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
<b>Constats :</b>  Chacun des permis de feu présentés par l'exploitant au cours de la visite d'inspection, sur demande et par sondage de l'inspection des installations classées, a fait état d'une surveillance permanente assurée pendant une heure à l'issue des travaux, suivie d'une surveillance supplémentaire assurée pendant deux à trois heures selon le permis délivré.  Les heures de fin de ces périodes de surveillance y ont été reportées, avec les noms des personnes qui en ont été chargées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.  Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
<b>Constats :</b>  En matière de formation du personnel de l'établissement, l'exploitant a précisé que : <ul style="list-style-type: none"><li>- un livret d'accueil est remis à chaque nouvel entrant, à dater et à signer par celui-ci, qui aborde différentes thématiques dont notamment la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'évacuation, avec des précisions sur les types d'extincteurs disponibles sur le site,</li><li>- chaque nouvel entrant est encadré en outre par un tuteur et suit un cursus d'information / sensibilisation, matérialisé au travers d'une fiche listant l'ensemble des items et qu'il doit signer également. Ce cursus porte notamment sur l'interdiction de fumer ainsi que sur les emplacements respectivement des consignes de sécurité et d'incendie, des déclencheurs de l'alarme incendie, des extincteurs et des plans d'évacuation,</li><li>- chaque nouvel entrant suit par ailleurs une formation relative notamment à la sécurité, dispensée par le service HSE de l'établissement,</li><li>- le plan d'urgence établi en interne aborde aussi les thématiques relatives à la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'évacuation, et stipule qu'il est interdit de générer des sources potentielles de risque incendie au sein de l'établissement (travaux de soudure, meulage ...) sans l'utilisation d'un permis de feu.</li></ul> Ces différents documents ont été présentés au cours de la visite d'inspection.  De plus, l'exploitant a ajouté que : <ul style="list-style-type: none"><li>- chaque employé suit une formation sur la sécurité incendie et l'évacuation, dispensée par un prestataire extérieur et renouvelée environ tous les deux à trois ans en fonction des personnes et de leurs attributions (fréquence d'environ tous les deux ans pour les responsables de secteur, les guide-files, les serre-files, et les agents d'astreinte). Un tableau de suivi de cette formation est tenu à jour,</li><li>- parmi le personnel de l'établissement, des employés ont été désignés en tant qu'équipiers de première intervention, dont les noms ont été reportés sur les consignes générales de sécurité affichées en divers endroits du site.</li></ul>

Le tableau de suivi de la formation a été également présenté, tandis que la liste des équipiers de première intervention a bien été relevée sur les consignes générales de sécurité observées au cours de la visite d'inspection.

Par ailleurs, d'après les documents communiqués par l'exploitant et établis par les organismes extérieurs intervenus, la plus récente session de formation a été assurée du 15 au 18 septembre 2025 (119 personnes formées), et précédemment du 10 au 11 septembre 2024.

Concernant les opérateurs des entreprises extérieures, l'exploitant a indiqué que leur formation s'effectue au travers des plans de prévention établis systématiquement avant chaque intervention.

Cette réponse appelle une observation de la part de l'inspection des installations classées.

En effet, en vertu des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, les intervenants extérieurs doivent avoir suivi une formation sur la manipulation des moyens de lutte contre l'incendie dont en particulier les extincteurs, dès lors qu'ils sont chargés de les mettre en œuvre en cas de nécessité durant les travaux effectués.

Or, le modèle de plan de prévention élaboré par l'exploitant comporte une liste prédéfinie de documents à remettre le cas échéant à titre de justificatifs par l'entreprise extérieure intervenante (justificatifs d'habilitation notamment), liste qui ne prévoit pas toutefois la remise de document permettant d'attester du suivi d'une telle formation. ==> 1

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

==> 1 : L'exploitant devra s'assurer à l'avenir que les opérateurs des entreprises extérieures ont bien été formés à la manipulation des moyens de lutte contre l'incendie dont en particulier les extincteurs, dès lors qu'ils seront chargés de les mettre en œuvre en cas de nécessité durant les travaux effectués.

Dans cette optique, il pourra utilement compléter, dans le modèle de plan de prévention qu'il a élaboré, la liste prédéfinie de documents à remettre le cas échéant à titre de justificatifs par l'entreprise extérieure intervenante (justificatifs d'habilitation notamment).

**Type de suites proposées :** ==> 1 : Avec suites

**Proposition de suites :** ==> 1 : Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** ==> 1 : 15 jours